Meier, Christian, *Das Gebot zu vergessen und die Unabweisbarkeit des Erinnerns. Vom öffentlichen Umgang mit schlimmer Vergangenheit*

Étienne François

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6725>

DOI : 10.4000/ifha.6725

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Étienne François, « Meier, Christian, *Das Gebot zu vergessen und die Unabweisbarkeit des Erinnerns. Vom öffentlichen Umgang mit schlimmer Vergangenheit* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6725> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.6725>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

Meier, Christian, *Das Gebot zu vergessen und die Unabweisbarkeit des Erinnerns. Vom öffentlichen Umgang mit schlimmer Vergangenheit*

Étienne François

- 1 Les débats autour de la mémoire européenne et de la place de la mémoire allemande dans cette dernière occupent, point n'est besoin de le rappeler, une place centrale dans le discours public allemand. Parmi les nombreuses publications qui l'expriment, trois petits livres de nature assez différente, mais qui se complètent parfaitement, méritent de retenir l'attention des lecteurs francophones. Le premier livre qui porte pour titre « Le combat autour de la mémoire européenne : point de vue sur un champ de bataille », est dû au politologue et publiciste C. L., l'un des analystes les plus perspicaces et incisifs en même temps des réalités allemandes et européennes. Dédié à la mémoire du regretté Tony Judt auquel l'auteur était très lié, ce livre s'inscrit dans la continuité du chapitre conclusif du grand livre de ce dernier sur l'après-guerre et prend à bras le corps la question de la mémoire et de l'identité européennes dans l'Europe d'aujourd'hui. Mettant au premier plan la dimension politique de la mémoire, ce livre ne fait pas mystère de sa perspective militante. Reposant sur une analyse détaillée et lucide des enjeux mémoriels du présent, les réflexions qu'il propose sont en effet toutes au service d'un projet politique qui considère la mémoire européenne non tant comme un héritage à assumer, que comme un projet à construire par un débat ouvert sur les fractures mémorielles qui divisent le continent. Ce débat sans concessions que C.L. appelle de ses vœux et qu'il veut promouvoir par son essai, doit, selon lui, se dérouler sur la base d'une reconnaissance réciproque des héritages conflictuels des crises et conflits du XXe perçus comme autant d'expressions d'une « guerre civile européenne ». Et c'est seulement à cette condition, poursuit-il, que pourra s'opérer la réconciliation des mémoires qui est le préalable indispensable à toute avancée du projet européen. Dans la première partie de son livre, C.L. propose sous une forme ramassée un modèle des mémoires européennes organisé autour de sept cercles concentriques : au centre

l'holocauste comme « mythe fondateur européen » ; autour de ce noyau, ensuite, six cercles qui vont de l'intérieur vers l'extérieur : le goulag et la mémoire noire du stalinisme ; les purifications ethniques en tant que traumatisme paneuropéen ; la mémoire des crises et des guerres ; les crimes du colonialisme ; les phénomènes migratoires et l'immigration ; la success story, enfin, de la construction européenne. Plus développée, la seconde partie du livre propose, pour mieux aborder les cercles de la mémoire européenne, un renversement de regard qui parte non du centre, mais de la périphérie et examine pour ce faire sept « lieux de mémoire » présentés à titre d'exemples plus en détail : le monument du combattant soviétique de Tallin (pour débattre de l'impérialisme soviétique et du rapport à la Russie), une vidéo sur le procès de Roman Karadzic à La Haye (pour débattre du conflit dans les Balkans), l'article 301 du codé pénal turc (pour débattre du génocide arménien), le monument à l'Holodomor (pour débattre du génocide ukrainien), le « musée royal de l'Afrique centrale » à Tervuren près de Bruxelles (pour débattre des crimes du colonialisme) ; la moto offerte en 1964 par la RFA au millionième Gastarbeiter (une moto présentée dans la « Maison de l'Histoire de la RFA » à Bonn, pour débattre des migrations) ; un concept, enfin, pour la future « Maison de l'histoire européenne » que le Parlement Européen a décidé en décembre 2008 d'édifier à Bruxelles. Là en effet se trouve l'objectif premier de l'essai de C.L. : craignant que la bureaucratie bruxelloise ne veuille imposer à cette « Maison » un concept proposant une interprétation lénifiante et téléologique de l'histoire de l'Europe (une crainte confirmée au reste par la gestation laborieuse d'une maison dont ne sait toujours pas quel sera le véritable profil), C.L. propose un projet alternatif, celui d'une maison ouverte, qui, au lieu d'être le lieu d'une identité imposée d'en haut, soit au contraire un lieu de discussion, de confrontation et d'écoute réciproque, au service d'une « culture mémorielle réflexive », car, ajoute-t-il, à juste titre, « il n'y a pas de forme mémoire ni non plus de forme de commémoration qui puisse prétendre à avoir valeur universelle ».

- 2 Livre explicitement militant et qui pour mieux faire avancer sa thèse n'hésite pas à forcer le trait, l'essai de C.L., si brillant et souvent convaincant qu'il soit, ne peut manquer de susciter la controverse. On regrettera par exemple la dimension trop exclusivement politique qu'il donne de la mémoire, sa focalisation sur l'histoire du temps présent et les cadavres qui hantent les placards mémoriels européens, ou encore sa vision avant tout centrée sur l'Europe centrale et orientale (au détriment de l'Europe du Nord-Ouest, mais aussi de l'Europe méditerranéenne). On ne pourra pas, par ailleurs, ne pas relever le paradoxe d'un essai radicalement hostile à toute forme de prescription d'en haut dont le plaidoyer en faveur d'un débat largement ouvert et contradictoire se révèle être à son tour terriblement normatif et prescriptif. D'où l'intérêt de compléter la lecture de l'essai de C.L. par celle d'un autre essai de dimensions encore plus brèves (puisque'il ne fait que 52 pages), celui d'A.A. Très proche de celui de C.L., tant par sa référence à Tony Judt que par son plaidoyer en faveur d'une forme de reconnaissance réciproque des mémoires douloureuses qui aide à sortir de l'impasse des « guerres de mémoire » et contribue à faire émerger une mémoire européenne reposant sur un « consensus dans le dissensus », le petit livre d'A.A. (version écrite et approfondie d'une conférence prononcée à Vienne en 2009), tout en lui rendant un hommage appuyé, s'en distingue par la priorité qu'il donne à la réflexivité, par une compréhension plus ouverte de la mémoire dans ses différentes dimensions, par une plus grande profondeur chronologique, mais aussi par la sagacité de ses remarques sur les relations de complémentarité entre mémoire européenne et

mémoires nationales. Il s'en distingue, enfin, par la réflexion qu'il ouvre sur les rapports entre mémoire et oubli.

- 3 Esquissée seulement par A.A., cette réflexion est approfondie et resituée dans la longue durée par C.M. dans son beau livre sur « le devoir d'oubli et la mémoire incontournable ». Historien de l'Antiquité (dont plusieurs livres ont été traduits en français), représentant d'une génération qui a directement connu la guerre (il est né en 1929), ancien président de l'Association des historiens allemands, C.M. est, comme C.L. et A.A. un intellectuel au sens français du terme dans la mesure où il est à la fois un universitaire de grande classe et un partenaire actif du débat public. Observateur attentif de son temps, il a déjà consacré plusieurs livres qui ont fait date à la question du rapport des Allemands à leurs passés. Remarquable styliste (ses qualités d'écriture lui ont valu d'être président pendant plusieurs années de l'Académie de la Langue et de la Littérature de Darmstadt), il porte sur le présent un regard à la fois lucide et distancié, le plus souvent en marge du main stream. Toutes ces qualités se retrouvent dans son dernier ouvrage. Multipliant les références non seulement à la Grèce antique, mais aussi à la Bible, au Moyen Âge, à l'époque moderne et à l'époque contemporaine, il montre de manière convaincante que jusqu'à une époque très récente – et jusque dans l'immédiat après-guerre –, à la sortie de conflits ayant déchiré en profondeur des sociétés ou des États en guerre, l'amnistie et les politiques sinon de l'oubli, du moins du silence, ont été la règle, tandis que le « devoir de mémoire » représente l'exception. La seule exception à cette règle, ajoute-t-il, se trouve dans la Bible. Constitutive de la culture juive, cette culture de la mémoire permet de mieux comprendre, par-delà la prise de conscience progressive des dimensions réelles du massacre des Juifs d'Europe, comment l'émergence d'une mémoire spécifique de la Shoah a contribué parallèlement à la valorisation politique et éthique de la mémoire et à l'affirmation du « devoir de mémoire ».
- 4 Le débat autour de la mémoire, qu'il s'agisse de la comprendre en tant que fait social et culturel, ou au contraire de prendre position autour des enjeux mémoriels allemands et européens, est, comme on le voit, un débat essentiel dans l'Allemagne d'aujourd'hui. Sa richesse, sa complexité, mais aussi le haut niveau de réflexivité qui le plus souvent l'accompagne, ne sauraient assez être relevés. Les trois livres ici évoqués portent par ailleurs témoignage du souci largement partagé en Allemagne de situer ce débat dans un contexte transnational et de prendre en compte des expériences et des débats extérieurs à l'espace allemand. Si grand pourtant que soit ce souci d'ouverture, force est de reconnaître la force persistante des cultures mémorielles nationales et les limites de la perméabilité entre les espaces culturels : alors même qu'il aurait été central pour leur argumentation, qu'il fait une place essentielle aux auteurs de langue allemande et qu'il a été traduit en allemand, aucun des trois auteurs n'a jugé utile de se référer au maître livre de Paul Ricœur sur « La mémoire, l'histoire et l'oubli », ni même de le citer.
- 5 Étienne François (Berlin)